

Humanité et Biodiversité

**Humanité et Biodiversité**

94 rue La Fayette

75010 Paris

Tel. 01 43 36 04 72

Fax. 01 43 36 06 18

contact@humanite-biodiversite.fr

www.humanite-biodiversite.fr



---

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 9 MARS 2019**

---

**Rapport moral 2018**

La période que nous venons de vivre est « extraordinaire » : elle est marquée par l'apparition sur les places publiques des contradictions majeures de notre société. Les symptômes en sont à la fois le succès du mouvement des gilets jaunes et celui de la pétition en ligne « l'affaire du siècle ».

D'un côté, le mouvement des gilets jaunes est parti d'un refus de l'augmentation des prix du carburant, augmentation attribuée à la hausse des taxes, dont la taxe carbone. De fil en aiguille, le malaise a révélé les fractures tant territoriales que sociales dans notre pays. Il faudrait mieux dire « certaines fractures », car le mouvement ne mobilise pas les « banlieues », ni les plus démunis. Il est néanmoins un révélateur des « invisibles » d'une partie de la société française.

De l'autre côté, une partie de la France, plus urbaine aux revenus plus « confortables », sous l'impulsion de fondations et d'ONG, se mobilise pour souligner l'importance et l'urgence de lutter contre le réchauffement climatique.

C'est ainsi que l'on a pu parler de, et opposer, la « France des fins de mois » contre la « France des fins de siècle ».

Il faut donc participer à la construction concrète d'une transition écologique juste qui relève à la fois le défi de la préservation de la biodiversité et celui, souvent oublié, de la création d'emploi dans une société avec chômage de masse.

Ce contexte marque notre période et c'est ainsi qu'il faut essayer de tirer un bilan de nos actions, en tenant compte d'un pouvoir « vertical » qui refuse (ait) les corps intermédiaires, Syndicats, Associations, élus de terrain... Corps intermédiaires que la « société » qui bouge refuse ou ignore aussi.

La biodiversité se trouve ainsi dans un tumulte où il est bien difficile de se faire entendre dans les opinions, alors que les données inquiétantes s'accumulent, avec des chutes marquées des flores et des faunes, dont les oiseaux mais aussi les insectes. Beaucoup admettent cette tendance catastrophique, mais les succès pour enrayer ce déclin sont rares.

Notre association, présente dans de nombreuses structures, mène le combat pour changer le cours des choses.

Sur le plan institutionnel, la création progressive des ARB, la fusion en cours AFB-ONCFS, sont des signes positifs, tout comme le rôle confirmé des agences de l'eau comme acteurs financiers majeurs en faveur de la biodiversité.

Le plan gouvernemental pour la Biodiversité, initié par Nicolas Hulot, donne des perspectives de meilleure prise en compte de notre biodiversité métropolitaine et ultramarine et devrait, malgré son départ, être mis en œuvre.

Mais ces éléments ne doivent pas faire oublier, les doutes sur des questions de fond.

Où va notre agriculture ? Les hésitations permanentes sur le glyphosate montrent que la contradiction entre santé publique et économie n'est pas dépassée.

À cet égard les questions du grand débat se résument souvent, sur notre objet, par : « **Que faudrait-il faire pour protéger la biodiversité et le climat tout en maintenant des activités agricoles et industrielles compétitives par rapport à leurs concurrents étrangers, notamment européens ?** », interroge le formulaire en ligne.

La question est certes légitime, mais l'arbitrage entre emploi, efficacité économique et environnement doit faire l'objet de négociation entre acteurs responsables, soit au sein des entreprises, avec la démarche RSE, soit au niveau national par des plans négociés.

On n'imposera pas la transition écologique, mais on ne pourra refuser les interrogations de notre société sur son avenir par des dénis, voir des actes autoritaires.

Conscient de cet enjeu, nous nous sommes engagés, avec la présidence de la plateforme RSE et avec notre activité au sein d'ACT4Nature, dans la construction de compromis.... loin néanmoins de la réalité actuelle.

La période passée est aussi marquée par des tensions accrues entre les chasseurs, via leurs représentants, et le monde associatif. Les chasses dites traditionnelles sont de moins en moins admises et il faut trouver des sorties. Nous défendons avec fermeté la nécessité d'expertise scientifique sur les espèces chassables car la faune ne relève pas de la seule appropriation « butée » des chasseurs.

Parmi les autres sources de préoccupations, notons les inquiétudes marquées sur l'avenir de la forêt française. L'ONF va très mal et est probablement proche de la cessation de paiement. Ce combat doit être le nôtre, les forêts sont une source inestimable de biodiversité, même si ces fonctions économiques doivent être prises en compte.

Nos combats actuels et futurs portent sur la fiscalité favorable à la biodiversité, on n'avance guère sur la destruction des espaces naturels, l'artificialisation continue et le recul des prairies permanents sont des soucis et des axes de combat importants.

Nous proposons, mais dans le contexte de refus de la fiscalité écologique, on piétine.

Cette fiscalité nouvelle doit être lue avec des changements positifs à la clef. On a toujours l'impression que la fiscalité environnementale est « punitive ». Notre démarche vise à démontrer qu'une meilleure biodiversité est bénéfique pour nos modes de vie et pour notre santé. Nous ne sommes pas bien certains d'avoir réussi à convaincre la grande majorité de nos concitoyens.

Le bilan que nous faisons depuis notre dernière AG doit aussi se pencher sur la démocratie environnementale et participative. Les tensions sont fortes, le pouvoir central, les élus ont bien des difficultés à admettre qu'il existe quelque chose entre la démocratie représentative et le vide démocratique, voir le référendum permanent.

La Commission nationale du débat public (CNDP), où nous siégeons, essaye d'imposer la transparence et la sincérité, autour des grands projets et des plans programmes du gouvernement. Cette autorité indépendante dérange et certains aimeraient bien la voir disparaître.

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE) a également beaucoup de difficulté à être une instance autonome par rapport aux services de l'Etat.

Le tout dans une réforme institutionnelle qui modifierait aussi le rôle du Conseil économique, social et environnemental (CESE) qui, souvent dans la discrétion, produit des analyses pertinentes et est un lieu de construction de dialogue entre les parties prenantes organisées de la société.

Les débats autour de la réforme de la constitution sont aujourd'hui au point mort, mais soyons attentifs et veillons à ne pas accepter la disparition du principe de précaution. Au nom d'une société de confiance... qui, entre parenthèses verrait bien la disparition des enquêtes publiques par un remplacement via la consultation électronique.

Notre monde numérisé interroge nos modes d'actions, la pétition en ligne fait office d'engagement, on prépare les mobilisations par les réseaux sociaux. Nos combats sur les réseaux sociaux sont-ils à la hauteur des défis du monde de maintenant et de demain ?

Le monde virtuel fait passer l'adhésion, la démocratie associative pour de la « ringardise ». Les partis politiques émergents font des adhésions gratuites et à vie !!

Notre projet collectif est de reconstruire des liens sociaux autour de la biodiversité et cela sans sectarisme. Sans sectarisme, mais en assumant la complexité de notre monde, ce qui explique que nous ne fonçons pas sur toutes les pétitions contre.

Mais cette position peut devenir inconfortable et dangereuse pour notre survie, dans un monde blanc ou noir. D'autant que le monde des ONGE est parcellisé, parfois sectaire et ne trouve souvent son existence que dans le tout ou rien.

Le sens profond de notre association est bien d'agir dans un monde complexe et de le changer dans une humanité partiellement apaisée.

Un pari qui est loin d'être gagné !!!

Jean-Pierre Bompard,  
Vice-Président